

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Wohnungswesen
Band: 2 (1927)
Heft: 1

Artikel: Der Internationale Wohnungs- und Städtebaukongress 1926 in Wien
Autor: Peter, H.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-100198>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

sées les fonctions gouvernementales, commerciales, éducatives ou récréatives, nécessitant, en raison de leur nature spéciale, une agglomération supérieure à celle des «unités» constitutives.

Une fois qu'on a organisé la vie locale d'une cité-jardin convenablement aménagée, il est aisé d'assurer les meilleurs moyens de communications et d'intercommunications entre cette unité et la ville-mère, et de prendre des mesures pour que ces services de transport soient rapides. Il suffit d'étudier les systèmes de communication reliant une grande ville et sa banlieue pour comprendre qu'un individu peut habiter une «ville satellite» distante de sa ville-mère de 50 ou 60 kilomètres et en être pourtant plus rapproché, c'est-à-dire dépenser moins de temps pour aller au centre des affaires, que s'il habitait dans certains des districts suburbains situés dans le voisinage immédiat de cette ville. Par ailleurs, la distance ne constitue pas la mesure exacte du coût du transport. Il est moins onéreux de faire circuler un véhicule, ou un train complet, du centre d'une ville satellite au centre d'une autre ou à la gare du centre principal, que de faire circuler un train suburbain qui, surchargé de voyageurs à destination des deux ou trois premières stations, immobilise un nombre beaucoup plus élevé d'employés et roule presque à vide pendant la dernière partie du trajet. Les voyages, dans des trains de ce genre qui s'arrêtent à toutes les stations, sont beaucoup plus longs que les trains directs. En outre, par rapport aux tramways et omnibus qui circulent lentement à l'intérieur des villes et sont obligés de s'arrêter fréquemment, le train direct réalise une économie de temps plus sensible encore.

Dans une cité-jardin bien conçue, la majorité des personnes exerçant une occupation journalière habiteraient assez près du lieu de leur travail pour s'y rendre à pied. Beaucoup d'entre elles pourraient même revenir chez elles à pied pour prendre leur repas du midi et être de retour au travail à l'heure prescrite. C'est là un arrangement qui permettrait à l'ouvrier de récupérer son énergie et de jouir d'une vie de famille normale. Dans la cité-jardin, chaque famille ouvrière occuperait une habitation indépendante, avec une parcelle de terrain qui permettrait à un grand nombre d'entre elles de se livrer à l'une des occupations qui les attirent le plus parce qu'elles contrastent avec la monotonie du labeur journalier. Les travaux de jardinage varient constamment avec la marche des saisons; ils permettent à l'individu d'agir et de produire; ils suscitent une rivalité de méthodes et créent une émulation, facteurs qui jouent un rôle si important dans un grand nombre de genres de récréation. De plus, ces travaux ont un attrait particulier du fait qu'ils contribuent à accroître sensiblement les revenus de la famille. Avant la guerre, on a constaté que ces jardins rapportaient, en moyenne, deux shillings par semaine, chiffre qui doit avoir augmenté en raison de la hausse des prix. De plus, ils permettent à la famille de savourer, pendant une grande partie de l'année, les fruits et les légumes qu'elle préfère, satisfaction qui procure à la fois santé et plaisir.

Du reste, les familles que ce genre d'occupation n'attire pas, peuvent aménager leur terrain de telle manière qu'avec peu d'entretien il ajoute à l'habitation un charme de plus: celui de pouvoir jouir du plein air pendant une grande partie de l'année. L'espace ainsi disponible permettra même à l'ouvrier de pratiquer l'un de ces métiers simples qui tendent à développer ses facultés créatrices. Il n'est pas de source de joie plus sûre et plus durable que l'exercice de ces facultés. Le logement plus spacieux qu'assure l'habitation de la cité-jardin permet aux ouvriers de s'employer à de nombreux travaux d'une exécution facile. Par ailleurs, le jardin est suffisamment vaste pour que ceux qui veulent s'occuper plus assidûment de travaux tels que l'ébénisterie, la serrurerie, etc. puissent y construire un petit atelier.

Pour les jeux en plein air, la cité-jardin offre également de grands avantages. Les prix relativement peu élevés du terrain et l'espace limité qu'occupent les habitations proprement dites permettent d'aménager des terrains assez vastes

pour que tous les intéressés puissent s'adonner aux sports de leur goût. C'est là une récréation d'une utilité beaucoup plus grande, au point de vue de l'éducation physique et morale, que celle qui consiste à jouer le simple rôle de spectateur, dévolu à la majorité des habitants d'une grande ville. Le citadin, en effet, est en général condamné à être l'un de ces milliers de spectateurs qui, après s'être astreints à un déplacement souvent pénible, acquièrent, moyennant paiement, le droit d'être parqués dans un espace exigü et de regarder quelques professionnels jouer à leur place.

Du moins, dira-t-on, la grande ville offre-t-elle des avantages très nets pour les spectacles tels que les concerts ou les représentations théâtrales. Là encore, on peut se demander si le privilège d'assister à ces spectacles compense suffisamment l'impossibilité où se trouve en général le citadin de prendre part lui-même à des concerts ou représentations d'amateurs. Il est incontestable qu'au point de vue du développement intellectuel, la participation personnelle à une représentation théâtrale ou à un concert est très supérieure au rôle passif de spectateur. L'expérience fournie par quelques cités-jardins, où des occasions sont offertes aux habitants de prendre une part active à des divertissements de ce genre, semble indiquer qu'un grand nombre de gens sont très disposés à profiter de ces occasions et que celles-ci constituent un moyen excellent de découvrir des talents dramatiques, musicaux et artistiques, qui, autrement, seraient probablement demeurés inconnus et n'auraient pas été cultivés.

Il n'est pas prouvé, d'ailleurs, que la cité-jardin ne puisse fournir les deux catégories de divertissements: la représentation ou le concert organisés par des amateurs et complétés, de temps à autre, par des tournées de professionnels toujours désireux de se produire devant un auditoire de connaisseurs, ou encore par des visites éventuelles au centre voisin en vue d'assister à des spectacles d'un art plus raffiné. Il est évident que les personnes qui ont l'habitude de participer elles-mêmes à une représentation théâtrale ou à un concert sont mieux en mesure d'apprécier des spectacles vraiment artistiques que les habitants des villes, mal préparés à en goûter tout le charme.

En comparant les grandes villes modernes avec les cités-jardins d'une superficie moyenne, on peut arguer que, sous certains rapports, plus la ville est grande, plus sont nombreuses, pour certains, les occasions de réussir. L'argument est fondé et ne vaut pas seulement pour les avantages matériels. L'importance du pouvoir et de la distinction personnels qu'il est possible d'acquérir varie proportionnellement à l'importance de la localité où l'individu a l'occasion de «percer». Mais il ne faut pas oublier que le nombre des favoris est relativement moindre que dans les centres de moyenne importance. Une ville d'un million d'habitants ne possède qu'un seul maire, alors que si la même population était répartie dans des villes de 100.000 habitants, dix personnes pourraient accéder à cette magistrature; dans toutes les autres branches de la vie civique, les occasions de se détacher de la masse seraient également dix fois plus nombreuses. Les chances d'avancement sont donc beaucoup plus fortes lorsque la population est divisée en un certain nombre de petites villes, bien que l'importance de la situation accordée à chaque individu qui se distingue des autres soit proportionnellement moindre que dans la grande ville. Il faut donc admettre que si, dans les grands centres, un nombre restreint d'individus bénéficie de distinctions plus marquées que dans les petites villes, c'est au détriment de la grande masse des habitants, car les chances de succès y sont proportionnellement moins nombreuses. Il en va de même dans le domaine des sciences, des arts, des affaires, etc. Beaucoup sont ainsi voués à une existence monotone. Plus les villes sont grandes, plus chacune des formes de l'activité humaine tend à rester aux mains de quelques individus spécialisés, lesquels jouent un rôle actif, alors que des centaines de lissiers d'habitants ont pour seule ressource de demeurer spectateurs.

(fin va suivre)

PROFESSOR

Der Internationale Wohnungs- und Städtebaukongress 1926 in Wien.

Von Dr. jur. H. Peter, Zürich.

(Schluß)

3. Die internationale Ausstellung.

An die beiden Kongressprobleme: Bodenfrage und Grosshaus-Kleinhaus, lehnte sich der Inhalt der reichhaltigen Ausstellung an, die im Künstlerhaus in vorzüglicher Weise untergebracht war. Alle wichtigeren Länder Europas waren vertreten, ausserdem Amerika, Japan, die Türkei, Palästina.

Die Stadt Wien hatte ein umfassendes Material gezeigt über die bauliche Entwicklung seit ihren Anfängen; alte Stadtpläne konnten mit dem neuern und dem neuesten Bebauungsplan verglichen werden, welcher letzterer eine Freihaltung der äussersten Wald- und Wiesenzone, besondere dauernd land-

wirtschaftliche benutzbare Flächen und eigentliche Siedlungs- und Kleingartenzonen vorsieht.

Ausgezeichnet vertreten war Deutschland, dessen Material klar geordnet und wirkungsvoll zur Darstellung gebracht war. Eine Anzahl typischer Bebauungspläne deutscher Mittelstädte waren ausgestellt, in einzelnen Fällen auch die für deren Aufstellung beschafften grundlegenden Nutzungspläne, ferner die zugehörigen Bauzonenpläne. Es wurde das Umlegungsverfahren, der grosse Grundbesitz einzelner Städte wie Ulm und Frankfurt a. O. im Plan vorgeführt und die neuerdings vielfach vorgenommene «Herabzonung» planmässig dargestellt, d.

h. die Vorschriften, die auf eine Auflockerung der Städte ausgehen, durch weniger starke bauliche Ausnutzung ihrer einzelnen Teile. Hier waren z. B. die Bauordnungen von Berlin von 1912 und 1926 und die darin vorgesehenen Bauklassen in ihrer Wirkung auf die Baudichte gezeigt. Die neuern Tendenzen auf Erstreckung der Bebauungs- und Nutzungspläne über das Gebiet mehrerer, miteinander baulich und wirtschaftlich zusammenhängender Städte und Gemeinden oder ganzer Gegenden, die sog. «Landesplanung», waren durch die Vorzeigung von grundlegenden «Flächenaufteilungsplänen», «Generalsiedlungsplänen» dargestellt. Hierzu gehören auch die Tendenzen auf Verteilung der Bevölkerung und Arbeitsorte durch Gründung und Förderung von Vororten oder «Trabantenstädten» mit ihrer selbständigen baulichen, wirtschaftlichen und kulturellen Entwicklung. Die grössten deutschen Beispiele der Landesplanung sind: der Generalsiedlungsplan des Ruhrkohlenbezirkes mit Essen als Zentrum, einer Fläche von 5838 km², 296 Gemeindeeinheiten und 3,8 Millionen Einwohnern, ferner der Generalsiedlungsplan des mitteldeutschen Industriebezirkes Merseburg mit 6840 km² Ausdehnung und 1½ Millionen Einwohnern und schliesslich der Generalsiedlungsplan Düsseldorf mit 20 Stadt- und Landkreisen, 371430 ha Grundfläche und 2,25 Millionen Einwohnern. Pläne und Modelle von ausgeführten und projektierten Wohnbauten in Hoch- und Flachbauweise, in geschlossener und offener Bebauung ergänzten den in der Hauptsache städtebaulichen Inhalt der deutschen Abteilung.

England zeigte an mannigfaltigen Beispielen, wie weit bei ihm bereits die neueren Anschauungen über die Landesplanung vorgeschritten sind. Während in Deutschland 15 Landesplanungsverbände an der Arbeit sind, wobei nur einer (der Ruhrverband) sich auf ein Reichsgesetz von 1920 stützt, während die andern freiwillig arbeiten, besitzt England bereits 34 solcher Verbände, die sich über die wichtigsten Wirtschaftsgebiete erstrecken. Eine Anzahl solcher «Regional-Bebauungspläne» und neuere Gartenstädte, wie Letworth und Welwyn bei London, waren in Plan und Bild zur Darstellung gebracht. Von Interesse sind sodann die Mitteilungen, dass der Londoner Grafschaftsrat nach dem Kriege 15,153 Einfamilien- und bloss 2402 Stockwerkhäuser erstellt hatte, und dass die 10 nächstgrössten Städte gleichzeitig 67,956 Einfamilien- und 1975 Stockwerkhäuser bauten.

Aus Holland sah man die neuen interessanten Wohnbauten aus Amsterdam, Rotterdam, Hilversum. Frankreich liess durch das office public des habitations à bon marché de la Seine neuere billige Wohnbauten ausstellen. Belgien, Schweden, Dänemark brachten nicht wesentlich Neues; Norwegen zeigte gute Wohnhausbauten besonders von Oslo. Italien brachte in der Hauptsache die Gartenstadt Milanino und den Stadterweiterungsplan von Mailand zur Ausstellung.

Die Schweiz hatte eine einheitliche kleinere Abteilung zusammengestellt, die unter der Leitung des Schweiz. Verbandes für Wohnungswesen und Wohnungsreform von den Städten Basel, Bern, Lausanne, Genf, Winterthur und besonders Zürich beschafft worden war. Es waren Stadtpläne in einheitlichem Masstabe ausgestellt, in denen die Wohnbautätigkeit nach dem Kriege im Ein- und Mehrfamilienhausbau, der öffentliche Grundbesitz der Gemeinde und ihre Grünanlage und Verkehrsnetze, zum Teil auch die Bauzonen eingetragen waren. Um diese Stadtpläne gruppieren sich gute neuere Beispiele des Hoch- und Flachbaues dieser Städte in Plänen und Photographien, und statistisches, nach einheitlichen Grundsätzen zusammengestelltes Material über die Wohnungsnot, Mietpreis-, Baupreis- und Lebensmittelsteigerung und das Verhältnis der subventionierten zur freien Bautätigkeit. Sowohl in der Art der Darstellung als des Inhaltes durfte sich der schweizerische Teil wohl sehen lassen.

Es besteht die Absicht, aus dem Material der Wiener Ausstellung eine «Internationale Wanderausstellung» zu gestalten. Bereits wurde eine Kommission hierfür bestellt und die Geschäftsführung Herrn Regierungsbaumeister a. D. Langen in Berlin übertragen, der mit den Vorarbeiten bereits begonnen hat. Die Schweiz soll sich auch wieder beteiligen.

4. Die Wiener Wohnungsbauten.

Den Höhepunkt des Kongresses bildete die glänzend organisierte Besichtigung der von der Stadt Wien erstellten kommunalen Wohnbauten.

Nachdem Wien von 1919–1923 bereits 7000 Wohnungen erstellt hatte, ohne dass die schwere Wohnungsnot hätte beseitigt werden können, fasste der Wiener Gemeinderat im September 1923 den Beschluss, innerhalb 5 Jahren 25,000 Volkshauswohnungen zu erstellen. Das Programm wurde mit beispielloser Energie an Hand genommen, so dass es vorzeitig, schon Ende 1927 durchgeführt sein wird; bereits sind die Vorbereitungen für weitere 5000 Wohnungen getroffen. Diese Wiener Gemeindewohnungen sind, mit Ausnahme von 3500 Einfamilienhäusern in zum Teil ausgedehnten Siedlungen, alle in typischen «Mietskasernen» von gewaltiger Ausdehnung mit

4, 5 und 6 Geschossen, an einzelnen architektonisch gesteigerten Punkten, auch mit 8 Geschossen, untergebracht. Dabei weisen diese Wohnungen aber eine, für unsere Auffassung unglaublich kleine Grundfläche auf: sie bestehen zu ¼ aus Wohnküche, 1 Zimmer, Abort und Vorraum von zusammen 38 m², zu ¼ aus 2 Zimmern von zusammen 48 m²; die lichte Höhe beträgt dabei durchgehend 2,80 m. 3, 4 oder 5 solcher Kleinstwohnungen sind nun pro Geschoss angeordnet und auf ein Treppenhaus angewiesen. Es ist daher klar, dass sich aus dieser Bau- und Wohnform eine für uns ungewohnte Wohndichtigkeit erzieht, die vom Kongress mehrheitlich bestimmt abgelehnt wurde.

Will man diese Verhältnisse verstehen, so muss man die Wohnverhältnisse Wiens vor dem Krieg zum Vergleich heranziehen, die bekanntlich zu den schlechtesten der mitteleuropäischen Grosstädte gehörten. 72% aller Wohnungen waren im kaiserlichen Wien Einzelzimmerwohnungen, wobei von einem schmalen langen Gang aus nebeneinander Küche und Zimmer, Küche und Zimmer usw. lagen, bis zu 10–14 Wohnungen auf einem Geschoss. Dabei besitzen diese Wohnungen weder Wasser noch eigene Aborte; sie sind vielfach schlecht belichtet und nicht direkt lüftbar. Im Vergleich zu diesen Wohnungen sind die neuen Wohnungen ein grosser Fortschritt. Bei den Gemeindebauten sind grundsätzlich nur 50% des Bodens überbaut und grosse Innenhöfe mit gärtnerischem Schmuck, Spielplätzen, Ruhebänken, Plantschbecken vorhanden. Eine weitere Verbesserung gegenüber früher besteht in der Erstellung von sozialen Einrichtungen verschiedener Art, wie Kindergärten, Kinderhorte, Mütterberatungs- und Tuberkulosefürsorgestellen und Volksbüchereien. In den Wohnhausgruppen mit über 400 Wohnungen stehen ferner den Hausfrauen modern eingerichtete Dampfwaschereien zur Verfügung, wo die ganze Wäsche in 4–5 Stunden in vollständig getrocknetem und gebügelm Zustand fertig gestellt werden kann. Damit sind auch gut eingerichtete Volks-Badeanlagen in Verbindung gebracht, wo für billige Brause- und Wannenbäder Gelegenheit geboten ist, da es an eigenen Badezimmern fehlt.

Gegenüber der am Kongress geäusserten neueren Auffassung, der Wohnungsbedarf Wiens hätte möglichst im Flachbau, am besten durch Gründung einer «Trabantenstadt» gedeckt werden sollen, machte die Stadtverwaltung und besonders Stadtbauinspektor Dr. Musil darauf aufmerksam, dass das für 25,000 Wohnungen notwendige Terrain nicht oder nur allzu entfernt zur Verfügung gestanden wäre, ausserdem hätten die Kosten der Aufschliessung, Kanalisation, neuen öffentlichen Gebäuden, neue Schnellbahn mit Brücke über die Donau, die Neubauten zu sehr belastet. Die Grösse der Wohnungsnot habe auch raschestes Handeln erfordert. So habe denn die Gemeinde auf alle die baureifen Grundstücke mit günstigen Verkehrsanschlüssen in den verschiedensten Stadtteilen gegriffen.

Mögen auch für Wien besondere Verhältnisse vorgelegen haben, die zur Erstellung von hauptsächlich Etagenhäusern führten, so kann man sich doch nicht von der Notwendigkeit der Steigerung dieses Prinzips bis zur Anlage von Baukomplexen so gewaltigen Umfanges, wie sie z. B. der Fuchsenfeldhof, der Reumannhof, der Metzleinstalerhof darstellen, überzeugen, die doch nur mit ganz kleinen Wohnungen angefüllt sind. Auch in Zürich hat man das Etagenhaus zur Bekämpfung der Wohnungsnot in grossem Umfange gepflegt. Im Gegensatz zu den privaten Hochbauten ging aber hier die Tendenz des kommunalen und genossenschaftlichen Etagenhausbaues mit Erfolg auf eine Verminderung der Geschosshöhe und eine Auflockerung der Baublöcke. Es ist nicht einzusehen, weshalb man nicht auch in Wien in vorbildlicher Weise Hochbau treiben können, auch wenn die Wiener sich gewohnt waren, schlecht zu wohnen. Hier spielen offenbar noch politische Momente mit. Nun hat aber Wien auch Flachbau getrieben und hierfür bis Ende 1926, ca. 34 Millionen Schilling aufgewendet durch Unterstützung gemeinnütziger Siedlungsgenossenschaften. Die einzelnen Siedlungen liegen rings um das dichter bebaute Stadtgebiet; sie zeigen ähnlichen Charakter im und um das Haus wie schweizerische oder deutsche Kleinhauskolonien. Die Leitung der Siedlungsarbeit liegt dem Wiener Siedlungsamt ob, an dessen Spitze Dr. Hans Kampfmeyer steht.

Zur Ausführung ihres Bau-Programmes hat die Stadtverwaltung eine grosse Zahl freischaffender Architekten herangezogen. Es kann übrigens nicht bestritten werden, dass sehr viele ausgezeichnete Lösungen des oft nicht einfachen architektonischen und künstlerischen Problems gefunden wurden. Die Bauleitung erfolgte ausnahmslos durch das Wiener Stadtbauamt. Sämtliche Baumaterialien werden von der Stadtverwaltung geliefert, das eigene Baustoffwerk besitzt. Typisierung und Normung, wie auch arbeitssparende Maschinen und Methoden wurden in weitestem Umfange angewendet. Es kann nicht bestritten werden, dass die technische Seite der Aufgabe grosszügig angefasst wurde.

Einzigartig ist sodann auch die Finanzierung dieser Gemeindewohnungen und die Höhe ihrer Mietzinse. Ausgehend von der Ueberlegung, dass zur Erhaltung der Konkurrenzfähigkeit der Exportindustrie die Löhne im heutigen Oesterreich niedriger sein müssen als anderswo, kommt Wien zur Forderung, dass der Wohnungsaufwand möglichst herabgedrückt werden müsse, weil die Quoten für Lebensmittel, Kleidung, Vergnügen und Bildungsbestrebungen keine Verkürzung ohne Leistungsminderung vertragen. Deshalb wird der Mieterschutz in Oesterreich, der den Wohnungsanteil auf durchschnittlich 2% des Lohnes herabsetzt, als wirtschaftliche Notwendigkeit betrachtet. Lässt man bei den Inhabern der alten Häuser eine Verzinsung des Baukapitals nicht zu, so kann auch die Gemeinde keine Verzinsung ihrer angelegten Kapitalien verlangen. Wien baut daher nicht mit Geldern aus Anleihen, sondern aus den Erträgen einer Wohnbausteuer, welche auf sämtlichen Wohnungen und Geschäftslokalen erhoben wird, und, weil diese Steuer nicht ausreicht, aus sonstigen Budgetkrediten, also noch aus anderen Steuerquellen. Im Jahre 1925 hat Wien für Wohnhausbauten rund 96 Millionen Schilling ausgegeben, 1926 ebenso, während pro 1926 nur 32,4 Millionen Schilling aus der Wohnbausteuer zur Verfügung standen. Mit der Vollendung der Bauten werden sie auf Null abgeschrieben. Die Mietzinse werden lediglich berechnet aus den Betriebs-, Unterhalts- und Verwaltungskosten. Da noch keine wesentlichen Instandhaltungsarbeiten zu machen sind, werden die Ueberschüsse in einen Fonds für kommende grössere Auslagen gelegt; irgend eine Kapital-Verzinsung kommt nicht in Betracht. So ergibt sich für eine Wohnung mit 1 Zimmer und Wohnküche ein Monatszins von 7 Schilling (Fr. 5.25), Wohnbausteuer von ca. Sch. 1.50 inbegriffen.

Die private Wohnbautätigkeit ist in Wien infolge dieses Vorgehens der Gemeinde unmöglich geworden. Die Produktion und Verteilung der neuen Wohnungen liegt vollständig

in der Hand der Gemeinde, die infolge ihrer politischen Einstellung aber nur für eine bestimmte Kategorie von Mietern sorgt. Diese Tatsachen und besonders die Ausschaltung jeglicher privaten Initiative sind Zeichen anormaler Verhältnisse. Das System wird denn auch in Wien selbst stark angefochten und begegnet bei aller Anerkennung der grossen Leistungen auch im Ausland scharfer Kritik. Es wird interessant sein, seine Entwicklung zu verfolgen.

5. Die übrigen Kongress-Veranstaltungen.

Der Vollständigkeit halber seien die Eröffnungssitzung des Kongresses erwähnt, an der der Wiener Stadtbaurat Weber als zuständiger Wohnungsreferent, sowie Bürgermeister Seitz die Wohnungsfrage als eine der grössten sozialen Fragen der neueren Zeit bezeichneten, weshalb Wien sie zum Gegenstand seiner intensivsten Tätigkeit gemacht habe; beide forderten zu freier Kritik des Geleisteten auf, was denn in der Folge auch wirklich geschah.

Interessant für uns einfache Schweizer war der im alten Stil durchgeführte glanzvolle Empfang des Kongresses im Wiener Stadthaus durch den Bürgermeister und der Empfang im Ministerium des Aeusseren am Ballhausplatz zum Abendtee durch den Bundespräsidenten der Republik Oesterreich Dr. Hainisch.

Den Abschluss des Kongresses bildete eine vom schönsten Wetter begünstigte herrliche Donaufahrt in der Wachau, wo das malerisch gelegene Dürnstein und Melk mit seinem gewaltigen Kloster bleibende Eindrücke vermittelten, und die Besichtigung der städtebaulich und architektonisch sehr interessanten Stadt Salzburg mit ihren reichen Kunstdenkmälern und ihrer herrlichen Lage und Umgebung.

An den Kongress schloss sich eine Studienreise durch Deutschland an, die ausserordentlich aufschlussreich war, aber nur von ca. 150 Teilnehmern besucht war.

105243611

De l'humidité des habitations.

par M. le Prof. Dr. W. de Gonzenbach, Zurich.

Un des facteurs les plus importants au point de vue sanitaire est la sécheresse dans les habitations. Pourquoi? Parce que la chaleur normale de notre corps est surtout dépendante de l'atmosphère ambiante, qu'une déperdition de chaleur trop forte ou trop faible conduit à des sensations désagréables ou à des maladies, qui sont d'une part produites par le refroidissement; comme les rhumatismes et les catharres, ou par l'excès de chaleur, les échauffements. L'air peut absorber des quantités variables de vapeur d'eau, moins s'il est froid, beaucoup plus s'il est chaud, jusqu'à saturation. L'air froid et humide a un plus grand pouvoir de transmission de la chaleur, et nous enlève beaucoup plus de calorique que l'air froid mais sec, ce qui produit dans l'air humide plus vite la sensation de froid. Lorsque la température est élevée et que la sueur se produit, en enlevant au corps une partie de sa chaleur, c'est l'évaporation qui provoque un rafraichissement. Mais cette évaporation n'est possible que si l'air est à même d'absorber de la vapeur d'eau, ce qui sera d'autant plus facile qu'il sera plus sec. Chaque femme de ménage en fait l'expérience en étendant son linge à sécher. Nous nous trouvons donc mieux, même par des températures élevées, si l'air est sec, que dans un milieu chaud et humide, qui provoque la lassitude. La crainte chimérique de l'air chaud et sec pour les bronches est une erreur. Ce n'est pas la chaleur sèche qui irrite, mais les poussières de l'air des chambres; car personne ne songe à se plaindre de l'air sec au dehors, que ce soit en été ou en hiver. En combattant les poussières des intérieures nous éviterons à nos organes respiratoires tout inconvénient de la sécheresse de l'air.

Mais il y a encore un inconvénient à l'air humide, c'est qu'il dépose sa vapeur contre les murs froids par condensation, ce qui obstrue les pores des murs servant à la ventilation naturelle. De plus cette humidité en s'évaporant refroidit les parois, ce qui rend si difficile à réchauffer les locaux froids et humides.

Quelles sont les causes de l'humidité dans les habitations?

D'abord elle peut provenir de défauts de construction, si les murs sont fondés dans un sol humide, et n'ont pas été protégés par des produits isolants empêchant l'humidité du sol de se propager. Puis le mortier des maçonneries qui doit d'abord évaporer son eau avant que soient posés les crépissages et les plâtres des cloisons intérieures. Enfin l'effet de la pluie sur les faces exposées aux orages, si celles-ci n'ont pas été protégées par un enduit imperméable ou un revêtement approprié. Mais la cause la plus importante c'est l'humidité venant de l'usage même de l'habitation.

Tout d'abord la respiration de l'homme et la transpiration de son corps produisent des quantités importantes de vapeur d'eau, environ 1 litre par jour par personne. Il ne faut pas s'étonner si dans une pièce surpeuplée, dont les fenêtres sont restées fermées, ont voit en hiver les vitres ruisseler ou être couvertes de floraisons gelées. Puis les sources les plus fréquentes sont les cuisines et les chambres de bain. En faisant la cuisine nous produisons de l'humidité, mais en outre, par l'usage des fourneaux à gaz cet élément développe de la vapeur, en quantité considérable, 1 litre par mètre cube de gaz. Dans le bon vieux temps on cuisait sous la cheminée et tous les produits s'échappaient directement par celle-ci. La chaleur produite par le foyer réchauffait la pièce et élevait le pouvoir absorbant de l'air pour les vapeurs des aliments. Tandis qu'avec nos fourneaux modernes au gas l'échauffement de l'air est faible, et celui-ci ne peut absorber que peu de vapeur. L'air est donc naturellement froid et humide, et la condensation se dépose contre les vitres et les parois froides. Si de plus on est obligé de faire de fréquents lavages de linges de petits enfants, et que l'on suspende ceux-ci pour le faire sécher, on ne doit pas s'étonner de trouver si souvent humides, froids et inconfortables les petits loge-